

# RÉNOVATION DE LA CITÉ ADMINISTRATIVE DE MELUN : UNE RÉUNION POUR... RIEN !

Melun, 5 mai 2023

Pour rappel, le 30 janvier 2023, la Préfecture avait réuni les Directions et les organisations syndicales des administrations occupants la cité administrative de Melun pour les informer que le dossier avait été retoqué pour des raisons budgétaires (pas suffisamment bien calibré), pas assez ambitieux en termes d'économie d'énergie et chantier trop long dans le temps. Par ailleurs, les normes d'occupation des locaux changent passant du SUN (Surface Utile Nette avec le fameux 12 m<sup>2</sup>/agent) à SUB (Surface Utile Brute 16 m<sup>2</sup>/agent) comprenant alors couloirs, salle de réunion, etc. Ce dossier est cependant toujours actif et soutenu par le Préfet de Région. Il doit être présenté de nouveau courant septembre 2023 avec les corrections des points évoqués mais également avec une densification d'occupation nettement plus importante. Chaque administration est amenée à faire ses propositions d'ici l'été avec une vision des services à 5 ans.

Solidaires Finances Publiques 77 a alors demandé dès le mois de février qu'une réunion se tienne afin que la DDFiP nous présente ses perspectives pour la Cité. Il a fallu attendre le 17 avril 2023 pour qu'enfin la DDFiP nous invite à un groupe de travail élargi au sujet du Nouvel Espace Dynamique de Travail prévu au SGC Melun et à la Trésorerie Hospitalière du Sud 77.

Après quelques propos liminaires (voir encadré) rappelant notamment la relative urgence du sujet, Solidaires Finances Publiques 77 attendait de réelles informations sur les perspectives à venir pour la DDFiP à la Cité. Nous n'avons pas été déçus...

- **Rénovation de la Cité : nous n'avons absolument rien appris !!!**

En préambule, la Directrice nous précise que la rénovation de la Cité s'inscrit dans la dernière circulaire de la Première Ministre datée du 8 février 2023 portant sur la nouvelle doctrine d'occupation des immeubles. Elle indique également au sujet des emplois, qu'elle ne connaît pas la projection de la DDFiP 77 d'ici 5 ans, seule une trajectoire nationale est définie dans le cadre du Contrat d'Objectifs et de Moyens (COM). Cependant, elle ajoute que la rénovation de la Cité s'inscrit dans un temps long, qu'il n'y aura pas de retour en arrière et que le télétravail est désormais une réalité.

L'adjoint du Pôle Pilotage et Ressources présente ce projet au coût de 11 à 12 M d'€ avec un objectif de sérieuses économies énergétiques, insistant sur le fait que la préoccupation est essentiellement énergétique. Au jour de la réunion, des discussions sont en cours entre la DDFiP 77 et la Préfecture pour arrêter la SUB qui ne semble pas être identique entre ces 2 entités. L'opération de rénovation devrait s'étaler sur plusieurs années et serait achevée d'ici 2026/2027.

**Puis il indique les pistes : rapatrier un service DDFiP externe à la Cité Administrative... mais sans rien préciser de plus, réaménager l'espace de travail ou rendre des surfaces à la Préfecture... mais sans aucun détail.**

Solidaires Finances Publiques 77 ne s'attendait pas à être invité à une réunion pour ne rien apprendre !! Nous avons rappelé que nous étions déjà mi-avril et qu'il restait donc environ 2 à 3 mois pour faire des propositions à la Préfecture.

En guise de réponse, la DDFiP indique que la réflexion entre la Direction et les chefs de services concernés doit avoir lieu pour explorer l'ensemble de ses pistes. La Direction s'engage également à donner de la visibilité aux agents une fois les objectifs définis. Solidaires Finances Publiques 77 ne peut que constater à l'état de la réflexion que ça risque de se terminer dans la précipitation en juin...

Sur la densification, cependant, la DDFiP 77 n'a pas « traîné des pieds » avec le flex-office joliment appelé « Nouvel Espace Dynamique de Travail ».

- **Flex office : « c'est pour votre bien ! » dixit la DDFiP**

Bien que le projet soit en cours de discussion depuis près d'un an maintenant, pour la Direction, il rentre pleinement dans le cadre de la rénovation de la cité administrative de Melun.

La DDFiP précise que cette perspective constitue une amélioration des conditions de travail des agents de ces services et apporte une réponse aux attentes des jeunes agents intégrant la DGFIP. Ce nouvel espace ouvrirait à l'échange d'informations avec des espaces dédiés au travail collaboratif et serait plus accueillant pour donner envi aux agents. Il contribuerait, à l'écouter, à l'attractivité de la DGFIP.

Solidaires Finances Publiques 77 a rétorqué que si le bureau est si enviable, les agents cesseraient le télétravail et remettraient finalement en cause le flex-office. Au-delà, s'agissant de l'attractivité, Solidaires a ajouté qu'elle passe surtout par des perspectives de carrière motivantes avec notamment des promotions internes plus importantes, par une meilleure reconnaissance financière (salaire et régimes indemnitaires) et par de bonnes conditions de travail qui nécessitent un niveau d'emplois adapté aux missions.

Par ailleurs, compte tenu du projet, Solidaires Finances Publiques 77 a demandé si les plans ont fait l'objet d'un examen et avis des ergonomes du MEFSIN. La Direction a paru surprise par cette demande précisant que le projet avait été élaboré par un architecte. Solidaires a cependant insisté pour que l'avis de l'ergonome nous soit communiqué à l'occasion de la prochaine « Formation Spécialisée » (ex CHSCT).

Pour Solidaires Finances Publiques 77, cependant, les agents de ces services n'ont pas besoin d'un flex office pour améliorer leur condition de vie au travail, et dans l'immédiat, ce sont surtout des moyens humains dont ils ont besoin.

Deux grosses heures se seront écoulées... et finalement Solidaires Finances Publiques 77 n'aura rien appris .

Si la DDFiP, en introduction du groupe de travail, nous « remerciait » pour notre présence dans cette période troublée par le conflit des retraites, Solidaires Finances Publiques 77 doute sérieusement de l'utilité de cette réunion. Nous ne devons pas avoir la même définition du dialogue social... comme avec ce gouvernement ?

### **Propos liminaires de Solidaires Finances Publiques 77**

*Mme La Directrice,*

*Nous sommes réunis ce lundi 17 avril pour un groupe de travail portant sur la rénovation de la cité administrative.*

*Le 30 janvier 2023, lors de la réunion à la Préfecture, nous avons appris que le projet de rénovation de la cité administrative était perfectible. Plusieurs aspects sont à revoir : la durée des travaux est estimée trop longue, le projet n'est pas assez ambitieux en termes d'économie d'énergie et il doit être également soumis à une densification immobilière.*

*Sur ce dernier point, le cadre a été fixé par la circulaire de notre première ministre le 8 février 2023. Cette circulaire nous permet de constater que l'objectif poursuivi est surtout les économies budgétaires (comme la réforme des retraites !) et moins un souci lié à l'environnement et au climat.*

*Nous avons demandé la tenue d'un groupe de travail rapidement car comme le précise le compte-rendu de la réunion avec la préfecture du 30 janvier, le dossier doit être présenté en septembre et être bouclé pour l'été.*

*Par conséquent nous attendons de ce GT que vous nous informiez des perspectives de réorganisations que vous présenterez à la préfecture avec une projection des effectifs et moyens immobiliers pour les 5 prochaines années*

*Solidaires Finances Publiques 77 souhaite également ajouter quelques éléments complémentaires.*

*Tout d'abord, concernant l'amélioration de la qualité de vie au travail : pour Solidaires Finances Publiques 77 cette dernière passe par plus de moyens humains et matériels dans les services permettant aux agentes et agents de mener à bien leur mission. Il faut avant tout donner du sens au travail.*

*Pour illustrer ce propos, il suffit de constater la situation du SGC de Chelles.*

*S'agissant de la Trésorerie Hospitalière de Melun, flex-Office ou pas, la qualité de vie au travail ne sera pas meilleure pour les collègues. Le flex-office ne changera rien à leurs maux, ce sont de moyens humains dont ils ont besoin.*

*Ensuite, la DDFiP argue également que la mise en place de nouveaux espaces de travail contribuerait à son attractivité.*

*Pour être attractif, il ne suffit pas d'être présent dans les salons, d'avoir des espaces publicitaires sur les emballages de baguettes de pain ou de mettre en place de nouveaux espaces de travail, il faut plutôt offrir des perspectives de carrière et des promotions internes plus ambitieuses, proposer des perspectives de mobilité choisie et avoir une meilleure reconnaissance financière.*

*Enfin, s'agissant du prétexte écologique, de nombreuses propositions ont été faites par nos collègues pour le fonds d'amélioration des conditions de vie a travail. À titre d'exemple : des thermostats sur les radiateurs, des détecteurs de mouvements pour l'éclairage des parties communes, des robinets à détection ou des chasses d'eau plus performantes.*

*Madame la Directrice, Solidaires Finances Publiques 77 n'est pas là pour lutter contre l'entrée en force dans un monde nouveau avec le télétravail mais pour veiller à l'intérêt du service public et des agents.*

*Et pour finir, la rénovation de la cité administrative et la nouvelle doctrine d'occupation des immeubles, nous interroge. Quels seront les impacts sur les autres services de notre Direction (Thiers, Provins, Chelles, Fontainebleau...) ?*